



C E T R I

ANALYSE 2017  
4 juillet

Centre tricontinental

## SOYONS DE GAUCHE, ICI, MAINTENANT ET... D'URGENCE !

Guy Bajoit

Je m'adresse à tous ceux qui étaient de gauche hier, qui voudraient bien l'être encore aujourd'hui, mais qui ne savent plus comment s'y prendre ! À tous ceux qui ont compris que les gouvernants des nations d'aujourd'hui font semblant d'avoir encore du pouvoir alors qu'ils en ont de moins en moins ; qu'ils font donc des promesses (résoudre le problème du chômage par exemple) en sachant bien qu'ils ne pourront pas les tenir (ce ne sont pas eux qui créent les emplois) ; bref, qu'ils continuent à « jouer le jeu » politique comme avant, alors que, de plus en plus, il se réduit à... un jeu ! Et je m'adresse aux citoyens qui font semblant de croire encore que ce sont leurs élus qui gouvernent leur pays, et les jugent d'après leurs résultats, alors que la plus grande partie du pouvoir politique est exercée ailleurs et par d'autres.

### I- La gauche et la droite d'hier et d'avant-hier

Précisons d'abord, de quoi nous parlons. Être de gauche, c'est s'opposer à toute forme de domination sociale (de classe, de genre, de sexe, de race, de culture, de religion, d'opinion...) et la combattre par tous les moyens légitimes possibles. L'objet de l'analyse présentée ici se limite cependant à l'une de ces formes : la domination de classe.

Au-delà de la métaphore géographique<sup>1</sup>, historiquement, la gauche et la droite se sont définies et distinguées par rapport aux conflits entre les classes sociales du capitalisme industriel : la droite défendait le projet et les intérêts de la bourgeoisie (l'industrialisation par la voie capitaliste), la gauche, ceux du prolétariat (l'industrialisation par la voie socialiste). Les deux classes sociales étaient cependant convaincues que l'avenir, c'était le Progrès, c'est-à-dire l'industrialisation : ils croyaient, dur comme fer, aux principes de sens du modèle culturel de la modernité progressiste (le Progrès, la Raison, l'Égalité, le Devoir, la Patrie). C'était la croyance en ces principes éthiques qui donnait du sens à tout ce qu'ils faisaient, disaient, pensaient et ressentaient ; c'était leur conception de la « vie bonne », leurs certitudes, leurs « dieux » à eux ! Bien sûr, il y avait des divergences non seulement entre ces deux classes sociales, mais aussi à l'intérieur de chacune d'elle. Selon les interprétations idéologiques que les acteurs donnaient aux principes de sens de la modernité, la bourgeoisie pouvait collaborer avec un État libéral (l'Angleterre victorienne) ou un État nationaliste (la France napoléonienne, l'Allemagne fasciste), et le prolétariat pouvait préférer un État réformiste (la social-démocratie scandinave) ou un État révolutionnaire (le communisme soviétique). Mais tous ces acteurs avaient en commun de croire que le destin de l'humanité, c'était le Progrès : que demain serait meilleur qu'hier, grâce à la maîtrise et

<sup>1</sup> À l'origine, les mots « gauche » et « droite » désignaient, en politique, les places occupées, dans leur salle de réunion, par les premiers membres de l'Assemblée nationale française après la révolution de 1789. Les monarchistes (les représentants de la noblesse et le clergé) se rassemblaient à la droite du président de séance, tandis que les révolutionnaires se regroupaient à sa gauche. Avec le temps, les mots ont donc changé de sens : d'une définition diachronique (pour ou contre le changement : le passé vs. l'avenir), on est passé à une définition synchronique (un conflit dans le présent, entre les classes du capitalisme industriel).

la transformation de la nature par la science, la technique, le travail et l'industrie.

### **Et avant-hier ?**

Avant d'aller plus loin, demandons-nous si, sous d'autres cieux, avec d'autres mots et d'autres croyances, il n'en allait pas déjà de même avant-hier. Bien sûr, les mots « gauche » et « droite » n'avaient alors pas de sens politique. Mais il y avait déjà des classes sociales, qui produisaient et géraient la richesse matérielle, et des conflits entre elles. Dans les sociétés européennes, de l'Antiquité grecque et romaine jusqu'au Moyen Âge, il y avait des esclaves et des maîtres, des paysans et des propriétaires de terre, des artisans et des commerçants, des endettés et des créanciers... Il existait, déjà alors, au moins quatre manières d'obliger une classe productrice à consacrer son temps et son énergie à travailler pour produire des surplus de richesse : profiter de ses besoins essentiels (de protection, d'alimentation, de logement...) pour l'obliger à travailler pour quelqu'un d'autre ; lui louer une terre et lui faire payer une rente foncière ; lui prêter de l'argent et lui faire payer un intérêt ; lui acheter sa production et la revendre en réalisant un bénéfice commercial. Et dans chacun de ce qu'il est convenu d'appeler des « modes de production », il existait une classe gestionnaire, qui s'appropriait de ces surplus et les gérait à son gré et décidait seule de l'usage social qu'elle en ferait ; elle pouvait soit les réinvestir au profit de l'intérêt général (on la dira alors « dirigeante »), soit les dépenser pour satisfaire son intérêt privé (on la dira alors « dominante »).<sup>2</sup>

### **La domination de classe**

Les quatre sources du surplus économique signalées ci-dessus sont vieilles de plusieurs millénaires. Elles ont écrasé des millions de gens sous le poids d'une domination sociale, dont ils se sont défendus comme ils ont pu par des négociations, des sabotages, des révoltes et des révolutions, et ils ont subi des répressions impitoyables. Toujours<sup>3</sup>, il y a eu une classe productrice (celle qui, par ses dépenses de temps, d'énergie, de travail et d'argent, contribuait à produire des surplus de richesse matérielle dont elle n'avait pas la gestion), et une classe gestionnaire (celle qui, de l'une ou l'autre manière, s'appropriait de ces surplus de richesse et décidait de l'usage social qu'elle en faisait) ; et toujours, entre ces classes sociales, il y a eu des conflits plus ou moins violents, qui avaient pour enjeu le contrôle de la gestion des surplus produits.

Toujours aussi, les acteurs engagés dans ces relations de classes ont eu besoin de donner du sens à ce qu'ils faisaient, disaient, pensaient. Ils ont justifié leurs actes en invoquant des biens communs, des intérêts partagés, qu'ils ont exprimés par des principes éthiques au nom desquels ils disaient agir. Ils ont prétendu obéir à la volonté des dieux ou de Dieu ; à l'intérêt supérieur de la Cité, du Royaume, de l'Empire, de République, de la Nation, de la Patrie ; aux exigences du Bien-être matériel, du Progrès, de l'Avenir des générations futures ou de la protection de l'Environnement ; au droit de l'individu humain de n'obéir qu'à sa conscience... Ces principes éthiques ont formé ce que j'appelle des modèles culturels<sup>4</sup> et ceux-ci ont permis aux acteurs de fonder la légitimité de leurs idéologies et de leurs utopies.<sup>5</sup>

Je ne prétends pas qu'il doive en être ainsi, ni non plus qu'il en sera toujours ainsi<sup>6</sup> ; je dis seulement qu'il en a été ainsi depuis des millénaires et qu'il en est encore ainsi, ici et maintenant. Et j'en conclus seulement que, dans le champ des relations de classes, être de droite, cela veut dire défendre les intérêts et l'idéologie d'une classe gestionnaire dominante, quelle qu'elle soit, et qu'inversement, être de gauche, c'est défendre les intérêts et l'utopie d'une classe productrice dominée, quelle qu'elle soit.

## **II- Qu'en est-il aujourd'hui ?**

---

2 Cette distinction entre les fonctions « dirigeante » et « dominante » d'une classe gestionnaire m'est inspirée par les remarquables travaux d'Alain Touraine sur le changement social et culturel.

3 Du moins dans l'histoire de l'Europe occidentale, mais, bien que mes connaissances soient fort limitées, je ne vois pas pourquoi il n'en aurait pas été de même ailleurs, et grosso modo, par les mêmes méthodes.

4 J'ai analysé ces modèles culturels dans les trois livres suivants : Le modèle culturel civique de la Cité grecque (Académia, 2015) ; Le modèle culturel aristocratique de la Rome antique (Académia, 2017) et Le modèle culturel chrétien du Royaume féodal (en cours de rédaction).

5 L'idéologie est une interprétation des principes de sens du modèle culturel en fonction des intérêts particuliers d'un acteur ; l'utopie est une interprétation des mêmes principes en fonction de l'intérêt général d'une collectivité. Exemple : la bourgeoisie et le prolétariat croyaient tous deux au Progrès et à l'Égalité, mais, pour la première, il s'agissait du Progrès technique, alors que pour le second, il s'agissait du Progrès social ; pour la première, l'Égalité n'était que formelle, tandis que pour le second, elle devait être réelle.

6 Mon rôle de sociologue n'est ni de porter un jugement sur les acteurs ni de prévoir l'avenir : il est d'analyser les relations sociales pour aider les acteurs à orienter leurs actions.

Depuis une cinquantaine d'années – non seulement dans nos sociétés dites « occidentales » mais plus largement dans le monde –, le mode de production principal de la richesse économique a changé : nous sommes passés du mode de production du capitalisme industriel national au mode de production du capitalisme néolibéral mondialisé.<sup>7</sup> Il n'est pas facile de bien comprendre les causes de cette mutation fondamentale du modèle économique et surtout d'en mesurer les innombrables conséquences.<sup>8</sup> Mais cette mutation implique en tout cas que les classes sociales ne sont plus les mêmes et que les conflits de classes opposent d'autres acteurs, dominants et dominés, sur d'autres enjeux. Dès lors, « être de gauche », de nos jours, revêt une signification très différente de celle d'hier. Et bien sûr, comprendre et assumer ce changement de signification est très important, voire essentiel pour qui veut lutter efficacement contre ce nouveau capitalisme.

## 1- Le nouveau mode de production et les nouvelles classes sociales

La gauche d'hier avait un adversaire clair, visible et accessible : le patron d'une entreprise capitaliste, propriétaire privé des moyens de production. Il exploitait de la force de travail, c'est-à-dire qu'il l'achetait comme une marchandise sur le marché du travail et lui faisait produire une valeur d'échange supérieure au prix qu'il la payait (salarial) ; la plus-value était la différence entre ces deux valeurs, que le patron s'appropriait puisqu'il était propriétaire de tous les facteurs de production et du produit final. Le patron capitaliste est toujours bien là<sup>9</sup> et il exploite toujours de la force de travail (surtout dans les pays du Sud où elle est moins chère), mais dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est plus lui, en tant que tel, qui s'approprie et gère l'essentiel du surplus économique : une nouvelle classe gestionnaire a pris sa place.

Pour savoir qui est cette nouvelle classe gestionnaire, il est essentiel de bien comprendre de quoi dépend sa prospérité. La survie et la prospérité d'une entreprise dépendent aujourd'hui davantage de sa capacité de vendre des biens et des services que de sa capacité de les produire. Or, sa puissance commerciale dépend à son tour de deux variables fondamentales : la création de besoins de consommation et la compétitivité.

a- D'une part, la manipulation des besoins de consommation semble bien être le procédé décisif, permettant à la classe gestionnaire d'engendrer un surplus économique et de se l'approprier : elle doit savoir créer, dans l'esprit des consommateurs, le besoin irrésistible de disposer des biens et des services qu'elle produit. Bien sûr, il est préférable que ces clients soient solvables mais cela n'a pas tellement d'importance : s'ils ne le sont pas, ils perdront ce qu'ils ont acheté (leur maison, leur voiture, leur matériel), ils chercheront un emploi, quel qu'il soit, et recommenceront à travailler, dans n'importe quelles conditions. Il faut donc à la fois les manipuler et les endetter pour les placer dans un état d'assuétude dont ils ne pourront s'échapper. L'aliénation se situe donc aujourd'hui dans la consommation : celle-ci est devenue, avec l'évolution du capitalisme, la clé de l'accumulation de capital et de son appropriation par la classe gestionnaire. Exploiter du travail, même si cette source de surplus est encore importante, n'est plus le but stratégique pour une entreprise – la productivité du travail est plus forte que jamais et elle dispose d'une innombrable « armée de réserve » de travailleurs du Sud et du Nord. Son souci majeur est de savoir séduire des consommateurs, donc de parvenir à leur faire croire que, pour un prix donné, ses produits et ses services sont les meilleurs, tout en étant les moins chers, bien qu'elle assume les coûts de ses responsabilités, environnementale et sociale. Ses bénéfices commerciaux et financiers constituent l'essentiel des surplus qu'elle génère.

b- D'autre part, pour vendre, une entreprise doit être compétitive, et, pour qu'elle le soit, elle a besoin que les États nationaux lui garantissent plusieurs conditions : l'accès libre pour ses investissements (sans droits de douane, mais aussi sans barrières juridiques) et le droit de les délocaliser si elle le juge nécessaire ; des conditions favorables en matière fiscale (des réductions et des exemptions) et en matière sociale (les salaires et les charges patronales modérés, des facilités d'engagement et de licenciement du personnel, des conditions flexibles et précaires d'emploi...). Il est essentiel de bien comprendre les méthodes de lutte qu'utilise cette classe gestionnaire pour imposer sa puissance : face aux mouvements sociaux, qui s'opposent à elle au nom de certains enjeux (que nous allons voir), et

---

<sup>7</sup> C'est la seconde fois que le capitalisme change de mode de production principal. La première fois, c'était quand il est passé du mode artisanal-marchand au mode industriel national. J'ai analysé cette question dans *Le changement social. Analyse sociologique des sociétés occidentales contemporaines* (Armand Colin, 2003).

<sup>8</sup> J'ai tenté de faire comprendre cette mutation dans un autre article publié sur le site du CETRI : "Le capitalisme néolibéral : comment il fonctionne et comment le combattre ?" ([www.cetri.be/publications](http://www.cetri.be/publications)).

<sup>9</sup> Comme, après les révolutions industrielles, l'aristocrate foncier et le bourgeois marchand, qui avaient été les classes gestionnaires des époques précédentes, étaient toujours bien présents et s'étaient plus ou moins bien reconvertis.

face à certains gouvernements plus ou moins sociaux-démocrates qui, parfois, relaient leurs revendications, elle s'efforce par tous les moyens de soumettre les États nationaux à sa volonté<sup>10</sup> et, quand elle n'y parvient pas complètement, elle réduit ses investissements et/ou elle les délocalise, ce qui engendre évidemment des problèmes sociaux (chômage, exclusion) de plus en plus graves et durables.

Retenons bien ceci : ce qui est stratégique pour la prospérité d'une entreprise aujourd'hui c'est sa puissance commerciale, et celle-ci dépend de la capacité de ses dirigeants de manipuler les besoins de consommation et d'imposer ses exigences aux États nationaux.

### **Les nouvelles classes sociales**

Qui est alors cette nouvelle classe gestionnaire ? Elle comporte trois personnages principaux : les prêteurs, les spéculateurs et les investisseurs, donc, pour les désigner d'un seul mot, les ploutocrates, puisque leur but est de « faire du fric » (plus qu'ils n'en ont déjà) ! Ils exigent une rentabilité annuelle proportionnelle au risque qu'ils croient courir : s'il est très faible, ils se contentent de moins de 1 % ; s'il est très élevé, ils exigent plus de 25 %. De l'argent qu'ils prêtent, placent ou investissent dépend le bon ou le mauvais fonctionnement de l'économie dans le monde entier. Pour les aider à atteindre leur but, ils disposent de plusieurs groupes de collaborateurs fidèles, compétents (et bien payés) : les banquiers et les fonds d'investissement, les agences de notation, les managers des grandes entreprises, les agences d'innovation technologique ; les agences de publicité ; les fonctionnaires des organisations internationales ; et les dirigeants des partis politiques favorables au néolibéralisme.<sup>11</sup> Chacun remplit un rôle bien précis : prêter, placer et investir l'argent des financiers ; évaluer correctement les risques ; gérer les entreprises de manière rentable ; inventer sans cesse de nouveaux produits à vendre ; créer des besoins de consommation ; faire pression sur les États nationaux pour qu'ils adoptent le modèle économique néolibéral ; contrôler le pouvoir politique dans les États nationaux. Cette « pieuvre » à trois têtes et sept tentacules, bien organisée et très efficace, tient fermement le monde entier dans ses ventouses !

Et qui est alors la nouvelle classe productrice ? Sous le vieux capitalisme, l'identité de la classe productrice était également très claire. Ses membres étaient des prolétaires et, par extension, l'ensemble des travailleurs exploités : tous ceux qui, ne possédant que leur force de travail, étaient contraints de la vendre à sa valeur d'échange sur le marché du travail et de contribuer ainsi à la production d'une plus-value. C'était cela qui était stratégique pour la reproduction élargie du capital. Aujourd'hui, le surplus économique ayant pris principalement la forme de bénéfices commerciaux et d'intérêts financiers, son extraction dépend d'une clientèle d'acheteurs – que j'appellerai ici, pour fixer les idées, un « clientariat ». La nouvelle classe productrice serait donc constituée par l'ensemble des individus qui sont pris dans la contradiction entre leurs besoins (manipulés) de consommation et les ressources financières dont ils disposent. Bien comprendre ce décalage est essentiel : d'un côté, la ploutocratie, parce qu'elle doit vendre, doit faire désirer à ce « clientariat » d'innombrables biens et services qui, pour la plupart, améliorent effectivement ses conditions de vie ; d'un autre côté, parce qu'elle doit être compétitive (donc réduire ses coûts), elle doit imposer aux États nationaux des politiques d'austérité qui les empêchent de donner à ce « clientariat » les ressources financières qu'elle s'évertue à leur faire désirer.

Bref, il y a une contradiction entre les deux piliers du néolibéralisme : il doit créer des besoins de consommation que la compétition lui interdit de satisfaire. Conséquence : nos sociétés sont peuplées d'innombrables individus frustrés de n'avoir pas assez d'argent pour s'offrir tout ce que l'idéologie néolibérale leur fait désirer.

## **2- Les nouvelles luttes de classes et les nouveaux mouvements sociaux**

Nous connaissons ainsi les adversaires qui s'affrontent dans les nouvelles luttes de classes : la ploutocratie et le « clientariat ». Mais, pour construire un mouvement social fort et organisé, il ne suffit pas de savoir qui doit se battre contre qui. Il faut encore savoir : au nom de quoi il faut lutter (les enjeux) ;

---

<sup>10</sup> Notamment en soutenant les partis politiques qui lui sont favorables, en exigeant des États des taux usuraires d'intérêt, en exigeant qu'ils pratiquent l'austérité budgétaire, et, plus récemment, qu'ils signent des traités de libre commerce et des accords d'investissements, comme le TTIP par exemple.

<sup>11</sup> Je considère que ces sept « personnages » ne sont pas, à proprement parler, des ploutocrates, mais seulement leurs serviteurs (souvent fidèles, mais aussi, très disposés à servir d'autres « maîtres » si l'occasion s'en présente).

quelles méthodes de lutte il faut utiliser pour être efficace ; et comment construire la solidarité et mobiliser les membres de la classe dominée.

Avant d'examiner ces trois problèmes tels qu'ils se posent actuellement, voyons comment, sous le capitalisme industriel, le mouvement ouvrier s'y est pris pour les résoudre.

### **a- L'intelligence du mouvement ouvrier**

#### *Les enjeux*

Le mouvement ouvrier a frappé juste : il s'est attaqué à l'exploitation du travail, donc à la source de la plus-value, à ce qui était stratégique pour la produire.<sup>12</sup> Il a donc exigé des hausses de salaires, des raccourcissements du temps de travail (de sa durée journalière mais aussi du nombre d'années de vie active) et la Sécurité sociale. Toute concession de la bourgeoisie dans ces domaines avait pour effet de diminuer la plus-value absolue, au point de la supprimer totalement, donc de détruire toute rentabilité de ses entreprises. Elle a donc réprimé le mouvement par la force aussi longtemps qu'elle a pu, tout en cherchant une solution plus durable. Celle-ci a consisté à augmenter sans cesse la productivité du travail, en promouvant les innovations technologiques. Cela a eu pour effet de récupérer la plus-value absolue perdue grâce à une augmentation permanente de la plus-value relative.<sup>13</sup> Dès lors, la bourgeoisie pouvait se permettre de concéder progressivement aux travailleurs ce qu'ils demandaient (new deal), tout en conservant et même en augmentant les profits de ses entreprises. Ainsi, en contraignant la bourgeoisie à être dirigeante, le mouvement ouvrier a mis le progrès technique au service du progrès social de l'ensemble des collectivités.

#### *Les méthodes*

La méthode parfaitement adaptée au mode de production capitaliste industriel national et au mouvement ouvrier était la grève du travail. Bien sûr, les travailleurs ont d'abord dû se battre longtemps pour que le droit de s'associer en syndicats et de faire la grève leur soit reconnu. En outre, en faisant des grèves, ils mettaient en péril leur propre salaire et, si elles se poursuivaient longtemps, ils risquaient même de perdre leur emploi en ruinant leur entreprise. Ils durent donc créer des syndicats, qui disposèrent des ressources financières nécessaires pour soutenir les grèves et qui leur permettaient de négocier avec les patrons d'entreprise leurs conditions de travail ; ils purent ainsi instituer des négociations collectives qui permirent, tant aux travailleurs qu'aux patrons, de réguler leurs conflits dans le cadre des pactes sociaux. Et après plusieurs décennies, la grève est devenue l'arme la plus efficace du mouvement ouvrier : celle à laquelle nous devons tous les acquis sociaux de l'État Providence.

#### *La solidarité*

La formation d'une solidarité active entre des individus objectivement privés d'un bien ne dépend pas seulement, il s'en faut de beaucoup, de la bonne volonté et du dévouement des dirigeants, quelles que soient leurs qualités. Il s'agit de faire passer le plus grand nombre possible d'entre eux du fatalisme à l'indignation, de l'indignation à la mobilisation, et de la mobilisation à l'organisation.<sup>14</sup> De nombreuses conditions, externes au mouvement lui-même, doivent être réunies, pour former les raisons pour lesquelles beaucoup de ces individus (jamais tous) préfèrent faire passer l'intérêt collectif – la « Cause » –, avant leurs intérêts individuels. La construction d'une telle solidarité entre ceux qui, dans les sociétés industrielles occidentales, appartenaient au prolétariat fut un processus très difficile et très lent : il a pris environ un siècle. Ces conditions furent en grande partie réunies par l'évolution du capitalisme lui-

---

12 Je n'oublie pas que les partis révolutionnaires ont préféré une autre méthode : la suppression de la propriété privée des moyens de production et l'instauration d'une propriété étatique. Cette méthode, elle aussi, s'en prenait à un mécanisme tout aussi stratégique de production de la plus-value. Et elle remplaçait le mode capitaliste de production de la plus-value par un autre : le mode de production communiste. Historiquement cependant, cette méthode fut nettement moins efficace en qui concerne ce qui importe en dernière analyse : l'amélioration des conditions matérielles de vie des travailleurs et de l'ensemble de la population. Sans doute cet échec relatif s'explique-t-il par un fait que nous ne devrions plus jamais oublier : les êtres humains sont davantage motivés par la recherche de leurs intérêts particuliers que par celle de l'intérêt général. Prenons-les donc pour ce qu'ils sont !

13 La plus-value absolue est la différence entre la valeur marchande des biens et des services produits par les travailleurs et le coût de leur force de travail. La plus-value relative résulte de la hausse de la productivité (valeur produite par unité de temps), due à l'intensification (taylorisme) et à la mécanisation du travail. Le patron capitaliste peut se permettre de réaliser moins de plus-value absolue sur chaque produit, s'il peut en produire plus et compenser cette perte par une hausse de la plus-value relative.

14 J'ai proposé un modèle théorique d'analyse de l'action collective conflictuelle dans *La Maison du sociologue*. Pour une théorie sociologique générale (Académia, 2015).

même : la concentration des entreprises dans les faubourgs des grandes villes, la destruction des métiers et leur remplacement par des ouvriers spécialisés et qualifiés, la hausse de la productivité du travail grâce aux innovations technologiques, l'émulation résultant de la compétition avec le monde communiste, etc. L'histoire du mouvement ouvrier nous démontre néanmoins que, s'il est vrai que le processus a été long, il fut néanmoins possible et ses résultats ont été – et sont encore, puisque nous en vivons toujours, même s'ils sont en régression depuis trois ou quatre décennies – extrêmement bienfaisants pour tout le monde.

Voyons maintenant de quelle manière ces trois problèmes peuvent être résolus efficacement sous le régime du capitalisme tel qu'il est aujourd'hui : néolibéral et mondialisé.

### ***b- Les enjeux des nouvelles luttes de classes***

Historiquement, les enjeux des luttes de classes ont toujours été définis par la culture, plus précisément, par l'idée que les gens d'un lieu et d'une époque se faisaient de la « vie bonne », donc, par le modèle culturel régnant. J'ai cité ci-dessus (point I) les principes éthiques qui donnaient sens à la vie des gens sous le modèle culturel progressiste de la première modernité (industrielle) : ils croyaient au Progrès, à la Raison, à l'Égalité, au Devoir, à la Patrie. Or, la mutation du capitalisme vers le mode de production néolibéral s'est accompagnée d'une mutation du modèle culturel régnant : la conception que se font les gens d'ici et de maintenant de la « vie bonne » est très différente de celle qui régnait hier. J'ai appelé modèle culturel subjectiviste cette nouvelle conception de la « vie bonne », qui régit, de plus en plus, les conduites de nos contemporains.

#### *L'enjeu culturel majeur*

Selon le modèle culturel subjectiviste, le nouveau « dieu » est devenu le droit de chaque individu d'être sujet de lui-même et acteur de sa vie personnelle.<sup>15</sup> Ce bien commun, hautement désirable, est de plus en plus valorisé par un nombre croissant d'individus (quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent), surtout dans les sociétés occidentales, mais aussi dans beaucoup d'autres pays du monde. Cette finalité générale se traduit par quelques injonctions culturelles majeures – qui sont les « commandements » de ce nouveau « dieu » –, que l'on peut résumer comme suit : 1- « sois toi-même » (réalise les potentialités de ton être profond, deviens ce que tu es) ; 2- « choisis ta vie » (n'obéis qu'à ta conscience, ne laisse personne décider à ta place) ; 3- « vis avec plaisir et passion » (jouis de la vie, ne souffre plus, ni dans ta tête, ni dans ton cœur, ni dans ton corps) ; 4- « sois prudent » (tu vis dans une société pleine de risques : ne te laisse pas piéger) ; 5- « sois attentif à la nature » (respecte l'environnement) ; 6- « sois tolérant » (respecte le droit des autres de se conformer à ces mêmes injonctions).<sup>16</sup>

On comprend qu'il soit difficile pour un individu d'obéir à de tels « commandements ». Mais il n'était pas plus facile d'être un bon citoyen chez les Grecs, d'être un vaillant guerrier chez les Romains, d'être un saint au Moyen Âge, ou d'être un travailleur utile au Progrès durant la première modernité. Les modèles culturels proposent toujours des finalités utopiques, hautement désirables mais très difficilement accessibles : tous sont appelés, peu sont élus, la plupart font ce qu'ils peuvent ! Les dominants invoquent ces finalités pour construire leurs idéologies (et faire passer leurs intérêts particuliers pour l'intérêt général), et les dominés s'en réclament pour construire leurs utopies et leurs mouvements sociaux, et tenter ainsi de ramener la classe gestionnaire à son propre discours, de la « prendre aux mots ! »<sup>17</sup>, c'est-à-dire l'obliger à être dirigeante, à s'occuper vraiment de l'intérêt général et non plus

15 J'ai longuement développé cette idée dans : L'individu, sujet de lui-même. Vers une socio-analyse de la relation sociale, Paris, Armand Colin, 2013.

16 J'ai formulé ces « commandements de l'Individu-Sujet-Acteur » grâce à l'analyse des résultats des enquêtes européennes sur l'évolution des valeurs. Tous les neuf ans, depuis 1980, l'Union européenne finance une vaste enquête sur les valeurs des citoyens dans les pays membres. Les données statistiques me semblent démontrer que l'évolution des valeurs renforce périodiquement les principes éthiques formulés ci-dessus. Ceux qui adhèrent le plus volontiers à ces principes sont les plus jeunes, les plus instruits, les plus urbanisés et les moins croyants. Cependant, cette adhésion augmente lentement chez toutes les catégories sociales de la population. Je tiens à bien préciser que ce « nouvel individu » n'est pas plus « individualiste » (dans le sens d'égoïste) que ne l'étaient ses prédécesseurs : comme eux, il obéit à des injonctions culturelles et ce qu'il demande pour lui, il peut l'exiger solidairement pour tous ceux qui partagent la même condition sociale que la sienne (ce que d'ailleurs il fait effectivement, comme le prouvent les nombreux mouvements sociaux d'aujourd'hui).

17 « Prendre au mot » signifie concrètement contraindre la classe gestionnaire à faire ce qu'elle dit. De la même manière, le mouvement mystique ou les hérésies chrétiennes voulaient que les dirigeants de l'Église soient cohérents avec le discours qu'ils attribuaient à Jésus-Christ : construire le Royaume de Dieu sur terre ; de même, le mouvement ouvrier voulait que la bourgeoisie soit cohérente avec l'idéal qu'elle disait poursuivre : le Progrès technique au service du Progrès social.

seulement de l'intérêt particulier de ses membres.

### *Les enjeux concrets*

Que réclament concrètement les mouvements sociaux d'aujourd'hui ?

— Ils veulent pour chaque individu une activité<sup>18</sup> rémunérée épanouissante, qui lui procure assez de revenus pour se payer les biens et les services que le modèle culturel subjectiviste lui fait désirer ; ce sont surtout des services culturels (éducation, santé physique et psychique, sécurité, information, distraction, liberté de choix, droits individuels), mais aussi des biens matériels (revenus, alimentation, logement, déplacement, environnement sûr et sain). Pour satisfaire des revendications, qui découlent directement du modèle culturel subjectiviste, ils doivent passer par les instances politiques.

— Ils veulent renforcer l'autonomie des États nationaux ou des alliances interétatiques (telle que l'Union européenne), face aux tentatives de la ploutocratie pour les affaiblir et leur imposer ses exigences. Dans le monde tel qu'il est, en effet, seules ces instances politiques peuvent leur garantir l'accès aux services culturels et aux biens matériels dont ils ont besoin.<sup>19</sup> La gauche d'aujourd'hui, comme celle d'hier, est étatiste, même si elle ne réclame pas *plus* d'État, mais « mieux d'État ».

— Ils veulent que les États nationaux (et leurs alliances entre eux) contraignent la ploutocratie à contribuer à l'intérêt général<sup>20</sup>. Ils veulent qu'elle paie ses impôts (qu'elle cesse de pratiquer la fraude, l'évasion fiscale et la délocalisation) et que ceux-ci servent à financer la Sécurité sociale (les pensions, les indemnités de chômage, l'assurance maladie et invalidité, les allocations familiales et le pécule de vacances), des politiques sociales de solidarité avec les exclus sociaux, et des politiques publiques en matière d'éducation, de santé, d'information, de logement, de transport, de sécurité (tous ces biens qui ne devraient plus être traités comme des marchandises soumises aux lois du marché, parce qu'ils sont indispensables à l'égalité des chances entre tous les citoyens).

— Ils veulent que les « droits de l'homme » soient respectés (droits des enfants, des jeunes, des femmes, des personnes âgées, des homosexuels, des immigrés, des handicapés, des malades...) et qu'il n'y ait plus de discrimination entre eux.

— Ils veulent que l'environnement et les consommateurs soient protégés. Depuis les années 1980, avec l'avènement du modèle culturel subjectiviste, le rapport à la nature a changé et l'écologie est devenue une cause politique majeure. Hier, tous (scientifiques en tête) voulaient transformer, exploiter, maîtriser la nature ; aujourd'hui, tous (scientifiques en tête) sont convaincus qu'elle a des limites qu'on ne peut pas dépasser (faute de quoi, ses « lois » se retourneront contre nous). Dans les sociétés occidentales (ou occidentalisées) actuelles, les individus veulent vivre dans un environnement sain et sûr. Mais, en outre, ils veulent aussi protéger leur propre santé contre les effets néfastes de la logique de compétition qui pousse les entreprises à augmenter les rendements en utilisant des technologies nocives : des pesticides, des OGM notamment. Réguler cette logique folle qui détruit la nature et tue les consommateurs est devenu un enjeu essentiel, qui implique notamment une limitation volontaire de la croissance économique des pays du Nord.

Ils veulent que les États soutiennent activement des initiatives économiques alternatives. Il existe aujourd'hui dans tous les pays du monde des dizaines de milliers de groupes divers qui refusent d'entrer dans le « jeu » du modèle économique néolibéral dominant. Ils promeuvent une économie sociale et solidaire, des échanges de valeurs d'usage (l'économie du don), des monnaies locales alternatives, l'autogestion par les travailleurs d'entreprises mises en faillite ; ils pratiquent un mode de vie basé sur la « simplicité volontaire », sur le « convivialisme ». Bref, ils cherchent un « mode de production » alternatif au capitalisme néolibéral.

Comme on peut le voir, tous ces enjeux concrets en appellent à une intervention régulatrice par le

---

18 Pas forcément un emploi, au sens qu'avait ce terme dans la société industrielle (un travail rémunéré par un salaire, payé par un employeur, qui verse une provision d'impôts et qui couvre les dépenses de Sécurité sociale).

19 De tout temps, la redistribution de la richesse a été une responsabilité du pouvoir politique, donc des gouvernants. Aucune autre instance n'a jamais pu contraindre une classe gestionnaire, quelle qu'elle soit, à être dirigeante.

20 Partout dans l'histoire (européenne en tout cas), les classes gestionnaires ont poussé la domination sociale jusqu'au-delà des limites du supportable : elles ont été aveuglées par leur compétition, au point de ne pas se rendre compte que la logique de leurs relations les conduisait à leur propre perte. Il en va exactement de même actuellement avec la ploutocratie : elle ne voit pas qu'en mettant un tel acharnement à servir ses intérêts privés, elle mène le monde, et donc elle-même, à la catastrophe sociale, écologique, humanitaire.

politique. Il faut que les États nationaux, et les instances internationales qu'ils créent, imposent à la ploutocratie une régulation de la logique compétitive à laquelle elle obéit.

### ***c- De nouvelles méthodes de lutte***

Les enjeux qui viennent d'être rappelés constituent très exactement les questions sur lesquelles la ploutocratie ne peut pas transiger : ceux de ses membres qui feraient de telles concessions ne pourraient plus soutenir la concurrence de ceux qui s'y refuseraient, et se feraient absorber ou éliminer par les plus compétitifs. C'est vrai. Et c'est justement parce que c'est vrai que c'est exactement cela qu'il faut exiger d'elle ! Je m'explique.

Une fois de plus, voyons comment s'y est pris le mouvement ouvrier. En ayant recours à la grève pour augmenter les salaires, réduire la durée du travail et instituer la Sécurité sociale, le mouvement ouvrier s'attaquait à la source de la plus-value sur le travail, risquant ainsi de détruire la bourgeoisie industrielle elle-même et du même coup, les emplois des travailleurs. Il l'a fait pourtant, et cela n'a pas eu cette conséquence perverse. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie a réagi en augmentant la productivité du travail et le progrès technique a permis le progrès social et a débouché sur l'État Providence. C'est cette démarche offensive que les mouvements sociaux d'aujourd'hui doivent retrouver : obliger la ploutocratie à faire preuve d'imagination, à être dirigeante pour survivre !<sup>21</sup> Mais, de nos jours, les grèves sont devenues contre-productives : elles effraient les nouveaux investisseurs et elles chassent les anciens ; ils prennent prétexte des revendications des syndicats pour délocaliser, alors qu'ils sont pourtant indispensables à la création d'emplois et au financement des États. Il faut donc inventer d'autres méthodes de lutte. Comment agir sur cette ploutocratie, dont la puissance est énorme, et qui dispose des ressources pour agir au niveau mondial ?

#### *Le boycott de la consommation*

S'attaquer à la source de la plus-value, ici et maintenant, c'est boycotter la consommation de certains biens et services. Pas plus que les ouvriers n'ont cessé de travailler, il ne faut pas cesser de consommer, mais boycotter les entreprises qui ne respectent pas leurs travailleurs, leurs clients ou l'environnement. Tous les biens et services peuvent être concernés par le boycott, mais plus particulièrement ceux qui sont indispensables à l'épanouissement personnel des individus dans leur milieu social et naturel. Concrètement, cela veut dire qu'il faudrait construire un vaste mouvement social, dans chaque État nation et au niveau international, dont les membres s'engageraient à n'acheter des biens et des services qu'aux entreprises qui auraient signé un vrai « contrat de responsabilité sociale et environnementale ». Ce contrat comporterait des clauses – auxquelles il faudrait réfléchir et dont il faudrait débattre soigneusement –, qui concerneraient bien sûr les conditions de création d'emplois, de juste contribution à l'impôt, de taxe sur les transactions financières, de contribution à la Sécurité sociale, de localisation des entreprises, de protection de l'environnement, de respect des droits des travailleurs et des consommateurs, etc. La grève de la consommation deviendrait ainsi l'équivalent fonctionnel de la grève du travail, car les entreprises qui signeraient ce contrat de responsabilité sociale et environnementale deviendraient plus compétitives que celles qui ne le signeraient pas. Soyons clairs : le but du boycott n'est pas de tuer des entreprises (personne n'y a intérêt) mais de les contraindre à s'occuper au moins autant de l'intérêt général que des intérêts privés de leurs actionnaires. Les initiateurs d'un tel mouvement pourraient – retournant ainsi ses propres armes contre la ploutocratie – faire un usage intensif des nouvelles technologies de la communication. Il devient inutile d'organiser de grandes manifestations de rue (toujours infiltrées par des extrémistes incontrôlables, complices ou non des forces répressives), si l'on peut d'un seul « clic » s'engager avec des millions d'autres personnes dans le monde entier, pour obtenir d'une banque ou d'une entreprise qu'elle signe un contrat de responsabilité sociale et environnementale, et la boycotter si elle ne tient pas ses promesses.

#### *Agir au niveau interétatique*

Les États nationaux sont volontiers complices de la classe dominante, surtout quand ils sont gouvernés par des partis de droite, mais aussi quand ils le sont par des partis de la gauche d'hier qui n'arrivent pas

---

21 L'étude de l'histoire m'a convaincu qu'une classe dominante ne devient dirigeante que quand elle est obligée de l'être pour ne pas disparaître (et encore, pas toujours!). Cela me paraît tout aussi vrai des maîtres d'esclaves de l'Antiquité, des seigneurs féodaux du Moyen-Âge, des commerçants de la Renaissance, des bourgeois industriels de la première modernité, que des ploutocrates de la seconde.

à se reconverter.<sup>22</sup> Pour obtenir de ces États qu'ils imposent leurs exigences à la ploutocratie, il est indispensable de les soumettre à la puissante pression de mouvements sociaux organisés, relayés par une (ou des) force(s) politique(s) capable(s) de peser fermement sur leurs décisions. Mais les rapports de forces politiques sont différents dans chaque pays. Dès lors, il est absolument indispensable que ces mouvements sociaux soient coordonnés au niveau mondial ou, au moins, régional. En effet, s'ils contraignaient un État national isolé à obtenir des concessions de la ploutocratie, il est à craindre qu'ils ne feraient qu'aggraver la situation de ses propres citoyens : en chassant les investisseurs, ils créeraient plus encore de chômage et d'inégalité sociale. Il faut donc qu'ils agissent ensemble, et sur plusieurs États en même temps.

En outre, en Europe comme en Amérique du Nord, parmi les forces politiques anti- (ou alter-) néolibérales susceptibles de relayer les revendications des mouvements sociaux, certaines sont « de gauche », mais la plupart sont plutôt « de droite » (du moins selon les définitions que l'on donnait *hier* à ces termes, mais qui continuent à peser lourdement sur les mentalités). Il faudrait donc que ces mouvements vérifient soigneusement par quelles forces politiques leurs revendications sont bien susceptibles d'être relayées : la gauche actuelle ne doit pas se définir par un retour au protectionnisme économique et politique, mais, au contraire, par des alliances interétatiques capables d'imposer un nouveau projet de société.

#### **d- La construction d'une nouvelle solidarité**

Si l'on veut mobiliser des opprimés dans un projet de lutte sociale, il faut leur proposer une identité qu'ils puissent fièrement revendiquer. Les ouvriers d'hier, rappelons-le, ont mis plus d'un siècle à construire une telle solidarité : elle était fondée sur leur commune contribution au Progrès par le travail. Il est essentiel aujourd'hui de reconstruire, dans le « clientariat », une solidarité fondée sur une autre identité fière. Et elle ne peut être fondée que sur l'utopie que propose le modèle culturel subjectiviste : une société dont les membres disposent des ressources dont ils ont besoin pour être pleinement des individus, sujets et acteurs de leur existence personnelle et collective. Mais la formation d'une solidarité entre de tels individus se heurte au moins à deux obstacles, qui trouvent leur origine dans le modèle culturel subjectiviste lui-même.

Le premier provient du rapport des individus à l'organisation : ils ont horreur du contrôle social des groupes, car ils craignent d'y perdre leur autonomie, d'être contraints de se soumettre à la pression des autres et, plus encore d'avoir à obéir à des « chefs ». Ils n'aiment pas renoncer à leur liberté de penser ce qu'ils veulent, d'entrer et de sortir du groupe quand ils l'entendent, de faire ou non ce que les autres attendent d'eux. Ils se méfient des délégués, des représentants qui parlent et agissent en leur nom, mais qui peuvent aussi se faire récupérer et finissent presque toujours par se transformer en oligarques. Ils pensent que celui qui délègue son pouvoir de décision le perd. Ils préfèrent les assemblées libres, où participe qui veut, où prend la parole qui veut (même si, informellement, les « forts en gueule » décident pour les autres). De même, ils détestent les dogmes, les drapeaux, les « grandes Causes », les idéologies (qui finissent en « isme »), les « prêts-à-penser » délivrés par des leaders. Ils se méfient des institutions, des organisations politiques et sociales (les partis, les syndicats, les églises). Ils sont, dès lors, un cauchemar pour les militants, pour ceux qui veulent organiser des groupes structurés, qui veulent des « membres », c'est-à-dire des gens qui viennent aux réunions, respectent les décisions collectives, et... paient leur cotisation ! Contrairement à ce que l'on affirme parfois, ils ne sont pas du tout dépolitisés : ils veulent faire preuve de solidarité, ils sont prêts à descendre dans la rue même s'ils signent plus volontiers des pétitions (surtout sur internet) ; ils se sentent frustrés par les politiques néolibérales, ils sont disposés à se mobiliser, mais ils détestent la discipline des organisations. Il faudra donc trouver des formes de lutte qui respectent la volonté d'indépendance des individus.

Le second obstacle est la dispersion de la gauche d'aujourd'hui en un grand nombre de mouvements différents. Il est donc très important, pour construire l'unité de la gauche, que ces mouvements, aujourd'hui dispersés, prennent conscience de ce qui les unit. Tous se rattachent à l'enjeu majeur et aux enjeux concrets nommés ci-dessus. Tous ont besoin d'agir sur les États nationaux pour que ceux-ci imposent des régulations à la ploutocratie et la contraignent à contribuer financièrement aux dépenses publiques ; sans quoi ils n'obtiendront pas les ressources dont ils ont besoin pour mener une activité épanouissante qui leur permette d'être sujets et acteurs de leur existence personnelle. Tous ont

---

<sup>22</sup> Comme nous en ont donné la preuve, depuis quelques décennies, pratiquement tous les partis socialistes européens (notamment, et tout récemment encore, celui de la France, qui vient de le payer très cher).

donc besoin que le pouvoir des États soit exercé par des forces politiques qui relaient les revendications des mouvements sociaux, et que ces États agissent ensemble et non isolément. Tous ont besoin que l'environnement, que les travailleurs, que les consommateurs soient respectés et que certains biens et services cessent d'être traités comme des marchandises, alors qu'ils sont indispensables à l'égalité sociale et à la démocratie.

Bref, il est temps, il est urgent, de sortir du passé : d'en tirer les leçons, de se défaire du poids qu'il fait encore peser sur les analyses que nous faisons du présent, de repenser des formes de lutte qui soient adaptées aux réalités d'aujourd'hui et de demain, et qui soient efficaces.

## Bibliographie

BAJOIT, Guy, DUTERME, Bernard et HOUTART, François : *Amérique Latine : à gauche toute ?* Ed. Couleur livre, Belgique, 2009.

CORAGGIO, José Luis y LAVILLE Jean-Louis (Editores) : *Reinventar la izquierda en el siglo XXI. Hacia un diálogo Norte-Sur*, Ed. Universidad Nacional de General Sarmiento, Argentina, Clacso, 2015. Traduction : *Les gauches du XXI<sup>e</sup> siècle. Un dialogue Nord-Sud*, Ed. Le Bord de l'eau, France, 2016.

FURET, François : *Le passé d'une illusion : Essai sur l'idée du communisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Ed. Robert Laffont, 1995.

JULLIARD, Jacques : *Les Gauches françaises. 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2012.

**Guy Bajoit est sociologue, professeur émérite de l'UCL, président du CETRI - Centre tricontinental.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

